

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE RIVOLI, 46.

| | Paris. | Départ. |
|---------|--------|---------|
| 3 mois. | 6 fr. | 9 fr. |
| 6 — | 12 | 18 |
| Un an. | 24 | 36 |

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CABAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 13 avril.

A priori, nous croyons à l'honnêteté, au sens moral de l'homme. La science philosophique et sociale dit que nous sommes dans le vrai.

Le beau, le vrai, le juste forment la trilogie résumée en ce seul terme : morale. La morale est, en effet, l'unique, la grande loi de l'homme et des sociétés.

En conséquence, lorsqu'il s'agit d'émettre un de ces jugements qui doivent atteindre l'homme le plus intime, l'équité nous commande d'examiner sérieusement avant de prononcer.

L'Écho de Vésone, journal de la Dordogne, paraît suivre des errements moins sévères ; il accueille trop facilement des bruits inexacts ou incomplets, et il les répand comme s'ils étaient le dernier mot de l'opinion publique. Déjà nous avons eu l'occasion de relever une insinuation calomnieuse à l'égard des frères Marc et Numa Dufraisse. Aujourd'hui l'Écho de Vésone publie sous ce titre : *Deux hommes de la veille*, un article sinon perfide, au moins bien étourdi.

Dans cet article, dont le titre semblerait emprunté à la Presse, le citoyen Auguste Blanqui est mis de plano sur la sellette des condamnés, bien que la commission dont parle l'Écho de Vésone n'ait pas dit un seul mot, non plus que le tribunal civil saisi de la plainte du citoyen Taschereau, plainte annoncée déjà par nous d'après le National.

Nous ne comprenons pas qu'en face d'une position aussi grave, l'Écho de Vésone oublie qu'il n'est permis à personne de prononcer avant le jugement.

L'Écho de Vésone, usant d'un moyen que nous ne voulons pas qualifier, prend occasion du titre de l'article pour raconter à sa manière les faits relatifs à l'ex-agent secret de La Hode. Nous sommes obligés, dans l'intérêt de la vérité, de dire à l'Écho de Vésone que son récit est inexact. Quelques mots seulement le mettront au courant.

La prise de possession de la préfecture de police eut lieu, en effet, le 24 février, par les citoyens Caussidière, Sobrier et Cabaigne. Le premier acte fut l'organisation du service pour le lendemain et jours suivants ; le second, une proclamation adressée au peuple. L'homme dont on parle n'était pas présent ; il ne vint que le lendemain.

Cet homme ne fut point nommé à un emploi de chef de bureau. Il s'installa comme tant d'autres et demeura jusqu'au jour où la preuve de son crime fut acquise. Aujourd'hui la justice est saisie ; il ne nous est plus permis d'ajouter un seul mot, si ce n'est pour dire à l'Écho de Vésone qu'on peut s'attirer un blâme sévère en groupant d'une manière plus ou moins pittoresque des faits qui ne doivent pas être confondus.

Nous recevons ce soir, trop tard pour la faire insérer, la réponse du citoyen Auguste Blanqui à l'éditeur de la Revue rétrospective. Nous en parlerons demain.

On nous demande ce qu'est devenu le sténographe présent à l'exécution du général Berton, dont Poitiers fut le théâtre en 1822.

Ce sténographe remplissait une mission toute patriotique, et il eût été mis à mal sans le secours de braves officiers et de dignes étudiants qui le sauvèrent.

Nous avons peine à croire au bruit qu'on répand aujourd'hui. L'ex-carbonaro Barthe aurait eu l'audace de reprendre son poste à la cour des comptes !

Pour éviter un pareil scandale, nous demandons sa destitution immédiate et aussi celle du général Feisthamel, arrivé à ses grades par des moyens tout autres que ceux exigés dans le service militaire.

Nous aurons aussi à nous occuper d'un autre transfuge des carbonari, rapporteur de l'affaire du 12 mai, âme damnée de Louis-Philippe. Il s'agit de Ménilhou, le déserteur de l'opinion des sergents de La Rochelle.

AUX GIRONDINS.

L'organe de la ville du 12 mars, le Mémorial bordelais, appelle aujourd'hui le fédéralisme aux armes. Les déclamations virulentes contre le citoyen Ledru-Rollin ne lui suffisent plus, il s'empare au delà de toute mesure, il jette le masque et nous montre la hideuse figure de la réaction grimaçante de cupidité et de mercantilisme : « Qu'ont-ils fait, s'écrie-t-il dans un paroxysme de rage, les hommes du 24 février ? Représentent-ils la royauté du talent, et le génie a-t-il posé sur leurs fronts la couronne ? »

Réponse. Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc,

Arago, Lamennais, Béranger, et mille et mille autres, tous unis d'un lien indissoluble au pied de la bannière démocratique qu'ils défendront jusqu'à la dernière goutte de leur sang ; qu'on ne les représente pas la royauté du talent ? Otez-les de France, que vous restera-t-il ? Est-ce que ce n'est pas là un fait incontestable, que le gouvernement déchu avait successivement repoussé toutes les capacités dans l'opposition ?

Vous répondez, vous : « Non ! Ils ont su élever des barricades, coucher en joue notre ancienne représentation nationale, envahir notre palais législatif. »

Vous la regrettez donc, votre ancienne chambre, que vous avez l'impudence d'appeler nationale ? Nationale ! la chambre des 225 satisfaits, celle qui vota l'indemnité Pritchard, celle qui fut complice de toutes les honnêtes, de toutes les turpitudes, de toutes les avanies que le tyran du gros sou, le Robert-Macaire de la couronne, a fait peser sur la France ? Nationale ! la chambre achetée avec des places, des croix, des dignités et les piles d'écus des fonds secrets ? Nationale ! la chambre qui fourmillait d'effroyables déficiences morales, dont la cynique corruption n'a d'égale que la bestialité de la population romaine se ruant aux fêtes du cirque ? C'est cela que vous appelez une représentation nationale ? Est-ce que vous en étiez ?

Quant à vos interprétations perfides, quant à la manière dont vous travestissez les plus patriotiques intentions, nous leur rendons le mépris que vous affichez pour les circulaires du ministre de l'intérieur. Tâchez cependant d'avoir le verbe moins haut. Vous avez beau secouer la torche et sonner le glas de l'insurrection sur les rives de la Gironde, vous ne réveillerez pas l'ombre des factieux de 93, vous ne mettrez pas un homme honnête sur pied pour la défense de ce que vous appelez la liberté, et qui n'est que la plus insensée des utopies, l'insubordination d'une ville contre la France entière, et la dislocation de notre merveilleux édifice social. L'aristocratie bourgeoise, pour laquelle vous battez si bien la grosse caisse, en sera réduite à gasconner ses cris d'appel dans le désert.

Regardez s'il vous plaît à côté de vous, écoutez les bruits qui se font dans votre voisinage, vous ne parlez peut-être pas si bruyamment après leur avoir prêté l'oreille. Que dis-je ? Vous savez bien ce qui se dit dans les clubs démocratiques de votre ville, et plein d'effroi, pour vous rassurer vous vous mettez à hurler comme les enfants égarés. Vaine comédie ! Nous ne serons pas dupes de vos roueries. S'il vous venait jamais fantaisie de joindre l'action aux paroles, vous ne feriez pas trois pas en avant sans être brisés comme verre par le bras tout puissant de la démocratie. Travailleurs de Bordeaux, travailleurs de Lyon, de Paris, de partout, tous les déshérités de la vieille société, nous ne formons plus qu'une vaste confédération, que les efforts de quelques insensés, d'où qu'ils soient, ne parviendront pas à dissoudre. Droit au travail pour tous, bien-être pour tous, indépendance et réhabilitation de tous : jusqu'à ce que nous ayons acquis cela, nous ne posons pas les armes ; pour pulvériser votre agression, nous resterons unis comme les mailles d'un filet de fer.

PATIENCE ! C'EST AUSSI LA VERTU DES FORTS.

On se plaint que des patriotes éprouvés et bien connus n'aient pas encore reçu d'emploi, et que de places soient encore conservées à des hommes dont tous les vœux sont pour la dynastie déchu.

Nous rendons justice à la vigilance du Gouvernement, à ses bonnes intentions, à son ardent patriotisme, et nous ne prétendons pas lui faire un reproche, encore moins stimuler son zèle pour le bien de la République. Toutes ses idées, sa passion, tout son cœur, sont tendus pour faire triompher le grand principe de l'indépendance nationale.

Personne n'en doute, si ce n'est les ennemis que nous avons vaincus et que nous avons trop généreusement relevés le lendemain du combat, afin d'obéir à l'un des plus beaux sentiments de notre sublime symbole : « Fraternité ! »

Dans cette sollicitude de tous les instants, dans cette immense et constante préoccupation des membres du Gouvernement, il a pu arriver que des droits intéressants aient été négligés, des hommes de conviction et de foi méconnus, et que des intrigants aient surpris les positions qui doivent appartenir aux vrais patriotes.

Mais la lumière ne peut tarder à se faire, l'erreur à se découvrir, le patriotisme à se reconnaître. Ayons la vertu républicaine de la patience : c'est aussi un courage qui appartient aux forts !

SIMPLES QUESTIONS A M. ODILON BARROT.

Pour édifier les citoyens qui seraient tentés d'exhumer le spectre d'Odilon Barrot à l'Assemblée nationale, nous voudrions avoir la réponse catégorique à ces simples questions que nous adressons au grand agitateur, dans quelque lincoln ou catacombe où l'on pourra le rencontrer.

1^o Quand le citoyen Odilon Barrot reçut cent mille francs pour avoir pris la défense de la baronne de Feuchères, accusée du meurtre de son bienfaiteur le prince de Condé, il promit de les répandre aux pauvres. A quels bureaux de charité, à quels hospices, à quels pauvres le citoyen Odilon Barrot a-t-il versé les cent mille francs ?

2^o Comment se fait-il que le républicain Odilon Barrot ait consenti à devenir l'exécuteur testamentaire de madame Adélaïde ? Est-ce encore le prix de cent mille francs qui lui ont été légués qui ont déterminé le farouche agitateur à se mettre en relations intimes avec l'ex-famille royale ?

La Société centrale républicaine des sourds-muets de France est convoquée pour le dimanche 16 avril, à une heure de l'après-midi, dans la salle des exercices publics de l'Institut national des sourds-muets, à l'effet de se concerter sur la formation d'une liste des candidats de la capitale à la représentation nationale. Elle croit de son devoir d'établir une répartition équitable entre toutes les classes de la société en se réservant un de ses frères. Elle a grande foi dans le principe de l'égalité fraternelle.

Parmi les candidats qui ont fait leur profession de foi au Comité électoral des citoyens du Lot, réunis à Paris, et dont la liste a été arrêtée pour le département auquel ils seront recommandés, ceux qui ont obtenu le plus de voix sont les citoyens Ribeyrols, journaliste ; Cayrol, ouvrier horloger ; L. Couailhac, homme de lettres, et Ramel, négociant.

Nous demanderons si le citoyen Ramel est le fils du général Ramel, assassiné par les verdetts, à Toulouse, en 1815.

PETIT DIALOGUE.

LE MAUVAIS CITOYEN.

— Comme vous êtes triste, cher ami ?
— Hélas ! je perds les trois cinquièmes de ma fortune.

— Ah ! tant pis ! Et comment cela ?
— J'avais tout mon avoir en chemins de fer, en rentes sur l'État, en papiers belge, romain, portugais, espagnol, autrichien, et votre maudite révolution, qui court le monde comme une tempête, a ébranlé tout le crédit, et je n'ai bientôt plus rien.

— Ah ! tant mieux !
— Pourquoi donc, cher ami ?
— Parce que vous faisiez le métier d'agioteur ; vous spéculiez sur la fortune publique ; votre patriotisme dépendait de la hausse et de la baisse ; vous aviez toute votre fortune en portefeuille, et vous priviez ainsi l'État des ressources que nous lui devons tous ; vous évitiez de payer l'impôt quand le plus pauvre de nous contribuait malgré sa misère. Allez ! je ne vous plains pas ; vous êtes un mauvais citoyen !

Correspondance.

Garde du peuple, compagnie des enfants de Paris ; caserne des Célestins.

Citoyen rédacteur,

Nous nous recommandons à votre obligeance pour faire insérer dans votre journal la note suivante :

« Nous apprenons, mais un peu tard, que le 11 de ce mois, la compagnie des enfants de Paris (garde du peuple), dans l'ordre le plus parfait, les officiers en tête, s'est dirigée sur la préfecture de police pour offrir à la République un don de 150 fr. Un discours des plus énergiques, en l'absence du préfet, a été prononcé avec toute l'éloquence patriotique d'un véritable citoyen par le secrétaire général à la compagnie. A la fin de cette apologie, tout le peuple présent, et d'une voix unanime, a crié : *Vive les enfants de Paris !* auquel ceux-ci ont répondu par les cris : *Vive la République ! vive le peuple ! vive le citoyen Caussidière !* »

Nous aimons à croire que non-seulement les autres compagnies de cette même garde imiteront cette belle et généreuse action, mais encore toute la garde nationale mobile et sédentaire.

Salut et fraternité.

RÉCLAMATION.

Dans notre numéro du 10 avril, nous avons donné l'extrait de la séance du Club révolutionnaire et socialiste du Rhône tel qu'il nous avait été communiqué et sans le moindre commentaire. Aujourd'hui, cependant, le citoyen La Moskowa nous adresse une réclamation que notre impartialité nous fait un devoir d'enregistrer :

« Monsieur le rédacteur,

« Le journal la Commune de Paris contient dans son numéro du lundi 10 courant le compte-rendu de la séance du Club révolutionnaire et socialiste du Rhône du 8 avril, d'où j'extrait le passage suivant, etc. : (Il avait été allégué par les citoyens Rhéville et Lucas que le citoyen La Moskowa aurait influencé par corruption les élections de Clichy-la-Garenne, qui, en outre, se serait permis des menaces contre le citoyen Lucas, au club des Ecoles).

« Ces diverses allégations sont diffamatoires et calomnieuses. J'ai saisi ce matin le citoyen Landrin, commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de la Seine d'une plainte en diffamation contre MM. Rhéville et Lucas.

« C'est par hasard qu'hier au soir, en me présentant au club des Montagnards, à Belleville, j'ai eu connaissance de ces attaques.

« Il est faux que la lettre dont le citoyen Rhéville a

parlé le 8 m'ait été adressée : aujourd'hui 13, au moment où j'écris ces lignes, elle ne m'est pas encore parvenue.

« Quant à l'accusation de corruption, il n'est sans doute pas nécessaire que j'en fasse ressortir l'absurdité.

« Il est faux que je me sois présenté à un club dit : club des Ecoles, dont a parlé le citoyen Lucas, et conséquemment qu'il ait été l'objet de menaces de ma part à un club des Ecoles, où j'aurais soutenu ma candidature.

« J'ai donné connaissance de ces faits ce matin à une réunion de délégués de la banlieue devant lesquels j'ai paru. Les deux délégués de Clichy qui étaient présents ont protesté, au milieu de l'indignation générale, contre ces assertions dirigées évidemment dans le but de nuire à ma candidature.

« J'espère, monsieur le rédacteur, que, dans votre impartialité, vous voudrez bien accueillir ma réclamation, et je vous prie de recevoir l'assurance de mes sentiments.

« Paris, 13 avril 1848. »

« LA MOSKOWA. »

NOUVELLE CROISADE.

SAINT GUERRE DÉMOCRATIQUE.

Délivrance. Ce cri volant de bouche en bouche, de peuple à peuple, réunira bientôt les nouveaux croisés volant au secours de leurs frères.

Notre révolution de février a été le signal de la prise d'armes des peuples asservis; l'Italie, la Pologne ont dépouillé le lincaul de la tyrannie. Par notre lâcheté, repousserons-nous dans leur tombeau encore ouvert ces glorieuses ressuscitées? Non! Aux armes! aux armes!

Notre Gouvernement ne peut en ce moment prêter un appui officiel à nos frères; eh bien! nous, volontaires, allons à leur aide. Des barricades de Paris est sortie la liberté du monde.

Que les volontaires se fassent inscrire dans tous les clubs, qui feront parvenir les listes au bureau du journal *la Commune*, rue de Rivoli, 16.

DELBOUCK,
vice-président du Club démocratique des
Blancs-Manteaux.

Le Siècle est aujourd'hui tout guilleret d'avoir trouvé dans un vieux journal une réfutation du système de Louis Blanc. Cet écrit, extrait de la *Presse* de 1844, est signé Lamartine. Voilà surtout ce qui cause l'épanouissement du journal dynastique. L'organe de MM. Thiers, Barrot, Duvergier, Malleville et autres célébrités de l'ex-chambre, le porte-voix du grand Chambolle ne s'attendait guère à si bonne aubaine. Comme il se sent content s'il pouvait jeter la désorganisation du Gouvernement provisoire! Quel filandieux premier-Paris viendrait s'étendre dans ses colonnes le jour où il aurait soulevé quelque inimitié personnelle parmi ces honorables citoyens!

Ah! cessez vos clabauderies, ridicules petits apôtres de la régence qui venez glousser vos calomnies autour de toute belle institution; Basiles constitutionnels, milice d'égoïstes et de poltrons, qui dans tout mouvement ne voyez que la satisfaction de vos intérêts mesquins; spéculateurs à la hausse et à la baisse, qui agitez sur l'honneur d'un grand peuple; traîneurs de sabres de bois, qui vous agitez jusqu'à ce que vous en soyez vous-mêmes épouvantés et qu'il plaise au maître souverain de vous donner les écrivains, à qui prétendez-vous en imposer? Nous feriez-vous croire, par hasard, que vous êtes doués d'un instinct généreux et qu'il vibre en votre cœur la moindre fibrille nationale? Est-ce à votre aune d'épicier que vous voulez mesurer le patriotisme des hommes de cœur? Croyez-vous pouvoir assujétir au pas titubant de vos béquilles l'allure majestueuse du grand esprit qui s'est élevé des préjugés du jeune âge vers la vérité comme l'aigle monte vers la lumière? Plus magnifiquement que mortel ne le fit jamais, il a proclamé la loi du progrès; plus magnifiquement que tout autre, il l'a suivie. Il vous sied bien, à vous qui n'avez jamais fait qu'un pas en avant, à vous qui avez demeuré pendant dix-sept ans agenouillés respectueusement au pied d'un ignoble fétiche d'or et de boue, de venir lui rappeler un point d'arrêt qu'il a dépassé de plusieurs coudées.

Assurément nous n'adopterons jamais sans contrôle les opinions de Louis Blanc en tant qu'organisateur; mais nous ne pouvons nous empêcher d'aimer en lui le courageux écrivain qui a énergiquement flétri le système meurtrier de la libre concurrence. Quoi qu'il puisse arriver, les études de la commission du Luxembourg auront donné un grand et incontestable résultat. Le droit des travailleurs aura été intronisé sur un siège du Gouvernement provisoire; s'il n'est pas encore converti en pouvoir, il ne tardera pas à l'être.

« Le temps, dit le grand Lamennais, peut avoir des couches laborieuses, mais il n'avorte jamais. »

Pour obtenir ce résultat, les hommes de cœur et de génie se sont joints à nous; ils ne nous abandonneront pas dans notre carrière difficile mais glorieuse.

Par une loi fatale de l'intelligence, le citoyen Lamartine, ayant dès longtemps compris que la Révolution était sociale, est venu prendre rang parmi les démocrates. Il a regardé en avant et non pas en arrière; le torrent roule à Jéhovah, pour employer ses admirables paroles; il le suivra jusqu'au bout en dépit des obstacles que vous y jetteriez, en dépit de vos espérances malévoles, de vos désirs sacrilèges et de vos âmes de boue!

Un journal réactionnaire, *l'Assemblée nationale*, dans un petit article que nous mettons sous les yeux des citoyens de bonne foi, continue à attaquer indirectement ce qui n'est pas attaquant, la Révolution de 1848. Il cherche par de perfides insinuations à entraîner des collisions entre les populations. Les manœuvres de ce journal seront déjouées par le bon sens du peuple, comme il a déjà fait justice de certains conseils adressés au Gouvernement révolutionnaire par des personnes qui ne furent jamais dans les rangs des patriotes.

Voici son agression.

« Ne vous y trompez point, la République n'est pas compromise par les souvenirs et les regrets; mais elle

est violemment attaquée par les circulaires du ministre de l'intérieur et les allures tyranniques de ses procureurs.

« Croyez-en nos renseignements, croyez-en nos sentiments; ménagez les provinces, conservez les commissaires conciliants, et craignez comme des ennemis les agents provocateurs que repousse l'opinion publique.

« Évitez l'arbitraire et la précipitation, la violence, si vous ne voulez point assumer sur vos têtes la responsabilité de la guerre civile. »

Ne pouvant attaquer la République, vous attaquez ses soutiens, ses hommes. Mais croyez-le, le masque dont vous cherchez à vous couvrir est transparent. On lit sur votre visage ce que vous rêvez, ce que vous voulez, ce que vous n'aurez jamais : la régence.

CHRONIQUE ÉLECTORALE.

En énumérant il y a deux jours les titres de M. Sicart-Duval à l'attention des républicains, nous en avons oublié, et des meilleurs. Nous avons dit que la cavalerie venait chez lui manger son foin. Encore s'il eût été bon! mais non, il était détestable. M. Sicart ne s'entend pas même en prairies artificielles. Cependant nous dirons à sa bouange que les chevaux étaient fort bien logés chez lui, au contraire des hommes, qui contractaient immédiatement des maladies pestilentielles et allaient peupler les hôpitaux par cinquante et soixante. Nos renseignements ne disent pas si quelqu'un d'entre eux vint chercher la mort dans les marais de Saint-Maurice.

Le citoyen Sicart-Duval n'hébergeait pas que des chevaux; il donnait d'excellents dîners au préfet lorsque celui-ci faisait ses tournées administratives, et le lendemain du passage de l'autorité, un républicain célèbre venait s'asseoir à sa table. Nous livrons ces faits à la méditation des électeurs. *Le Constitutionnel* publiait hier une profession de foi du citoyen Sicart, adressée aux habitants du Tarn. Le propriétaire de Saint-Maurice aurait donc changé d'avis? Se défilant des Landes, sa mémoire l'emporte vers le Tarn, son pays natal. Il n'importe; la même répulsion l'attend partout.

Un autre nom, non moins inattendu, que nous avons remarqué dans la liste publiée par le comité central, est celui du citoyen Benjamin Marrast, officier de santé. Sous le rapport de l'intelligence, c'est une médiocrité qui ferait fort peu d'honneur au département des Landes; sous le rapport du républicanisme, ses discours à la louange de l'ex-roi, le sage prince qui nous a gouvernés, ne sont pas de nature à le recommander puissamment.

A ce propos, nous demandons au ministre de l'intérieur comment il se peut faire que le sous-préfet de Saint-Sever, le citoyen d'Estampes, n'ait pas encore été destitué. C'est ce fonctionnaire qui, par ses tripotages électoraux, contribua puissamment à l'élection de M. Larnac. A la révolution, il a subitement viré de bord; il a même eu l'impudence de se présenter à un banquet organisé par les patriotes de l'endroit, et les convives se sont assez peu respectés pour l'y tolérer. Or, nous le disons hautement, c'est là une faiblesse honteuse. Nous voulons bien admettre les conversions, puisque la révolution, comme la foudre, écrase ou éclaire; mais encore faut-il qu'elles soient suivies d'une expiation; c'est un respect qu'on doit à ses anciens amis, quelque indignes qu'ils en puissent être, parce que soi-même on n'en mérite guère.

Quant aux démocrates assez faibles pour donner une approbation quelconque à de si hideuses apostasies, nous leur rappellerons les Suisses dans nous ne savons plus quelle bataille. Ils refuseront de recevoir dans leurs rangs les traîtres qui s'étaient détachés de l'armée ennemie.

ARRESTATION.

On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

« L'arrestation opérée ce matin, d'un personnage dont le nom avait depuis quelque temps dans plusieurs clubs un certain retentissement, a produit dans le quartier des Ecoles, où il demeurait, une vive sensation. Voici les renseignements que nous avons pu recueillir :

« Peu de jours après la révolution de février, arriva à Paris, venant d'Angleterre, un sieur Michelot, qui, après être descendu d'abord chez un ami, rue Hauteville, ne tarda pas à aller s'installer rue Serpente. De ce moment, le sieur Michelot, qui avait ramené d'Angleterre sa femme et deux jeunes enfants, s'occupa activement d'organiser un club, annonçant qu'avant été lui-même, durant plusieurs années, président du Club démocratique français à Londres, il avait une grande habitude du mécanisme et de la direction des assemblées populaires. Or, comme le sieur Michelot, outre l'avantage d'une éducation distinguée, possédait en effet celui d'une rare facilité d'élocution, il ne tarda pas à porter la conviction dans quelques esprits, et en s'agréant à des jeunes gens qui, de leur côté, étaient disposés à fonder un club, il fut porté à la présidence du club de la Jeune-Montagne, désigné également sous le titre de club de la Sorbonne, du nom de l'édifice où se tiennent ses séances.

« En même temps que Michelot, qui se présentait comme candidat aux élections de l'Assemblée nationale, se consacrait à l'organisation du club dont il était président, et dont un des premiers actes fut, sur sa motion, de décider qu'une manifestation serait faite près du Gouvernement provisoire pour exprimer la résolution de la population parisienne de ne pas recevoir de garnison armée dans son sein, il adressait à l'autorité une demande tendante à obtenir de sa bienveillance un emploi administratif.

« Ce fut cette démarche qui le perdit. Avant de prendre une décision, qui sans doute eût dû être favorable si l'on eût eu à apprécier que la capacité du candidat, on se trouva naturellement amené à prendre des informations sur sa moralité, sur ses antécédents, et ce fut alors qu'avec une extrême surprise on reconnut qu'il paraissait y avoir identité entre le postulant, qui prenait le nom de Join-Michelot, et un sieur Join-d'Allas, natif de Champagne-d'Allas (Charente-inférieure), contre lequel la police avait exercé, mais en vain, d'actives recherches en 1836, 1837 et 1838. Ce Join-d'Allas, auquel les plaintes portées contre lui et les mandats de la justice décernés sous prévention

d'escroqueries et de banqueroute frauduleuse donnaient la qualité de prêtre et d'homme de lettres, n'avait échappé que par une rare habileté aux agents qui s'étaient présentés une première fois chez lui en 1836, et avaient arrêté à cette époque dans son domicile une jeune fille de quinze à seize ans, qui déclara être sa fille et qui fut écrouée à Saint-Lazare, sans qu'il cherchât à intervenir en sa faveur, pressé qu'il avait été de quitter la France et le continent pour se soustraire aux poursuites.

« Join-Michelot était-il le même que le prévenu Join-d'Allas? Il était sans doute difficile de s'en assurer. Aussi le préfet de police, M. Caussidière, en chargeant le chef du service de sûreté de se livrer aux investigations de nature à faire cesser toute indécision à cet égard, dut-il lui recommander de ne procéder qu'avec la plus extrême circonspection. Mais les preuves ne tardèrent pas à abonder; bientôt il ne resta plus aucun doute sur l'identité de Michelot, et alors seulement le préfet ordonna son arrestation, à laquelle procéda un commissaire de police assisté d'agents.

« Le sieur Michelot, dont le nom réel est Augustin Join, natif de Champagne-d'Allas, se trouvait placé, non-seulement sous la menace de poursuites et de mandats à l'exécution desquels il s'était soustrait en fuyant en Angleterre, mais encore sous le coup d'un arrêt de la cour d'assises du département de la Seine, en date du 20 juin 1840, qui le condamne en dix années de travaux forcés pour banqueroute.

« Au moment où le magistrat s'est présenté pour procéder à son arrestation, Join-d'Allas (Michelot) était retenu au lit par une indisposition légère : il n'a fait nulle difficulté d'avouer son identité et de reconnaître que c'était bien réellement à lui que s'appliquait l'arrêt de la cour d'assises du 20 juin 1840; seulement il a fait observer que cette condamnation n'avait été prononcée que par contumace, et il a déclaré que son intention bien formelle en revenant en France était de se présenter devant le jury pour y faire reconnaître son innocence.

« Amené au dépôt de la préfecture avec tous les ménagements que nécessitait sa position de santé, il a été, par les ordres du préfet de police, conduit à l'infirmerie de la Conciergerie. »

Ce que c'est qu'à propos toucher la passion!

Nous extrayons de la *Gazette de France* :

« On vient de publier un apologue sur les blessés de la presse, par Timon. La conclusion est celle-ci :

« Si le fisc a reçu le montant des amendes, ce n'était pas pour les garder, mais pour en arroser les ardeurs « béantes de la liste civile. C'est donc tout simplement « un compte de restitution à ouvrir avec les curateurs « aux biens vacants de l'homme fort riche et fort éco- « nome, devenu roi, sous lequel nous avons le bon- « heur de ne plus vivre. En conséquence, je demande « qu'on aille aux voix et qu'il soit décidé :

« 1° Que le montant intégral des amendes sera rem- « boursé, sous trois jours, aux condamnés de la « presse;

« 2° Que les curateurs es-noms seront tenus dudit « remboursement, le décime compris. »

« Il est impossible de ne pas reconnaître que M. Cormenin a exprimé une opinion juste et raisonnable.

« La plupart des amendes ont été imposées aux jour- « naux parce qu'ils avaient exprimé la haine et le mé- « pris contre le gouvernement et délégué la souverai- « neté nationale et le vote universel.

« Tous ces sentiments ayant triomphé, les blessés de la presse n'ont pas moins de droits aux indemnités nationales que les blessés de février.

« Quant à la pensée de faire payer ces amendes sur les biens de Louis-Philippe, cette pensée est juste aussi, puisque les procès étaient faits dans un intérêt de gouvernement personnel et que le maintien de la liberté de la presse et de la liberté des opinions était une des conditions de l'élection de Louis-Philippe, qui avait dit : « De procès de la presse il n'y en aura plus. »

On se souvient de l'aplomb plein d'aisance avec lequel l'ex-ministre de l'intérieur Duchâtel niait, en toute occasion, à la tribune, que les journaux ministériels recussent des subventions. Déjà cette impudente affirmation avait reçu vingt démentis catégoriques. *L'Emancipation* de Toulouse nous en apporte aujourd'hui un nouveau par la lettre suivante qu'elle publie :

Copie d'une lettre du ministre de l'intérieur au préfet Duchâtel.

« Du 20 mars 1844.

« Mon cher Duchâtel, il me semble, d'après votre lettre du 14, que nous ne sommes pas d'accord sur le règlement de vos avances pour la *France méridionale*.

« Les anciens comptes du journal ont été réglés jusqu'au mois d'octobre, par un mandat dont vous avez touché le montant.

« Depuis le mois d'octobre, il a été convenu que la *France* ne toucherait plus que 1,000 fr. par mois.

« J'ai touché pour vous, vers le commencement de décembre, je crois, 2,000 fr. que j'ai remis à *Baptist*. Ces 2,000 fr. représentaient les avances que vous aviez faites pour ces mois d'octobre et de décembre. »

Nous n'ajouterons qu'une réflexion, c'est que la plupart des rédacteurs de ces anciens journaux subventionnés crient plus fort que personne chaque matin : Vive la République! dans leurs anciennes feuilles décorées de nouveaux titres.

(Précurseur de l'Ouest.)

Le mouvement en Angleterre s'est prononcé. Rien ne peut plus l'arrêter aujourd'hui dans sa marche. Les idées sont plus fortes que les boulets. Le point d'appui est trouvé. L'Archimède républicain, le peuple, va ramener de fond en comble ce vieux repaire de l'aristocratie, qui ne marche depuis trois cents ans qu'avec des fictions constitutionnelles. Le gouvernement anglais a eu, par l'intimidation, raison des chartistes; mais cette victoire le sauve-t-elle de ses embarras? change-t-elle la situation réciproque des classes de la société en Angleterre? Est-ce un Waterloo gagné non plus sur l'armée française, mais sur l'armée chartiste, un Waterloo qui tranche, comme l'autre, pour quinze ans les difficultés et comprime les classes opprimées? Nous ne le pensons pas. L'association chartiste, par des raisons qu'un étranger n'a ni le moyen ni le droit de juger, a cédé devant le déploiement des forces et

l'imminence n'ont reçus, et contents doit croire ils sont, a répondu mais pour

C'est à son de l'ant; de qu'une c sont incré tre que balles ni paroles e lande ne à la crai britanni lutte elle grandem l'une ou ne sont l fondéme sité plus ges, sur mais no

Londre de Kenn tée avec Road. Ar agents de du pont. et des co nington- police de cepeadai étaient o trouées. leurs cha pierres p l'entrée. res, arrê foule. Les A trois h rassemble nombre d homme par leurs

Commu

J'ai Ph quelques les jours roisse m' Toutefois mon dési nement y Recave

— Les

balayage,

produit d

— Les

Jacob, 50

née de tr

— Les

magne al

de mars.

— Les

nent une

— Les

de l'entre

me de 1,

— Les

prise des

— Le c

ment fixe

— Les

remis à l

— La 1

300 fr.

— Les

surance c

— Le

mairie du

frandes r

— Le

près de L

— Les

85 c.

— Les

et les ouv

triotique

— Les

à la patrie

— Le 2

fait son o

— Reçu

Paris la e

— L'an

lon de la

vant à 160

— Les

l'artillerie

attachés a

43 c., une

— Les

ministrati

— Les

Les ouv

Les em

Les em

neau et cc

— Les

Les ouv

Les ouv

l'imminence d'une lutte violente. Mais ses demandes n'ont reçu aucune satisfaction; ses griefs sont les mêmes, et à moins qu'on ne suppose les chartistes plus contents le lendemain qu'ils n'étaient la veille, on doit croire qu'ils vont continuer l'œuvre commencée. Ils sont en instance auprès du gouvernement: on leur a répondu en leur présentant des canons et des soldats; mais pour cela le procès ne semble aucunement vidé.

C'est aussi par l'intimidation qu'on veut avoir raison de l'Irlande. Là, le peuple tient un langage menaçant; des associations se forment, et l'on croirait qu'une collision est imminente. Des troupes anglaises sont incessamment envoyées en Irlande, et tout montre que l'Angleterre se prépare à ne ménager ni les balles ni les boulets si les Irlandais vont au delà des paroles et passent à l'insurrection. Mais, soit que l'Irlande ne se soulève pas et cède, comme les chartistes, à la crainte qu'inspire aux populations de l'empire britannique la force militaire, soit qu'entamant la lutte elle succombe, le gouvernement anglais aura-t-il grandement à se réjouir, et pourra-t-il se féliciter de l'une ou de l'autre alternative comme d'une solution? Ce ne sont là que des atermoiements. Une réforme profondément sociale devient de jour en jour une nécessité plus urgente pour l'Angleterre, et les habits rouges, sur lesquels elle compte tant, peuvent l'ajourner, mais non l'empêcher.

Londres, 11 avril. — Après la dispersion du meeting de Kennington-Common, une foule immense s'est portée avec irrégularité dans la direction de Blackfriars-Road. Arrivée à Stamford-Street, la foule a trouvé des agents de police à cheval qui lui ont barré le passage du pont. Avec ces cavaliers étaient des agents de police et des constables spéciaux. La foule descendue de Kennington-Common grossissait d'instinct en instant. La police de Londres se servait de bâtons et la repoussait; cependant, de temps à autre, les rangs de la police étaient ouverts par la foule qui se précipitait dans ces trouées. Sur ce point, beaucoup de constables ont eu leurs chapeaux brisés et ont perdu leurs bâtons. Les pierres pleuvaient sur le pont dont la police défendait l'entrée. Quelques hommes, qui avaient jeté des pierres, arrêtés d'abord par la police, furent repris par la foule. Les applaudissements alors étaient très-bruyants. A trois heures et demie, la police fut débordée par le rassemblement qui s'élança sur le pont. On porte le nombre des individus arrêtés à trente: beaucoup d'hommes dont la tête était en sang étaient reconduits par leurs amis. (Daily.)

DONS PATRIOTIQUES.

Communication de la Commission centrale des dons et offrandes à la Patrie.

J'ai l'honneur d'offrir au trésor de la République quelques couverts d'argent. Mes obligations de tous les jours envers les pauvres si nombreux de ma paroisse m'empêchent de faire un don plus considérable. Toutefois, je désirais vous donner un témoignage de mon désir sincère de seconder les travaux du Gouvernement provisoire.

Recevez, etc.
 Signé FAUDET,
 curé de Saint-Etienne-du-Mont.

— Les propriétaires et employés de l'entreprise du balayage, rue Notre-Dame-de-Nazareth, ont versé 550 fr., produit d'une journée de travail.

— Les ouvriers typographes du citoyen Martinet, rue Jacob, 50, ont versé 545 fr. 50 c., produit d'une journée de travail.

— Les fonctionnaires et employés du lycée Charlemagne abandonnent 4 jours de leur traitement du mois de mars.

— Les employés du 41^e arrondissement abandonnent une journée de leur traitement.

— Les conducteurs, cochers, palefreniers et laveurs de l'entreprise générale des Omnibus ont versé la somme de 1,448 fr. 05 c.

— Les conducteurs, cochers et employés de l'entreprise des Hirondelles ont versé la somme de 400 fr.

— Le citoyen L. Varet abandonne 41 fr. 60 c., traitement fixe du mois d'avril.

— Les ouvriers de la maison Félix Boulanger ont remis à la mairie du 2^e arrondissement 150 fr.

— La 1^{re} compagnie du 2^e bataillon de la 2^e légion, 500 fr.

— Les onze employés de la Cérés, compagnie d'assurance contre la grêle, 58 fr.

— Le citoyen Pagnerre, d'Orléans, a envoyé à la mairie du 2^e arrondissement 1,750 fr., montant des offrandes recueillies par le Journal du Loiret.

— Le citoyen Théron, propriétaire à la Tuilerie, près de Longjumeau, a fait le don patriotique de 5,000 f.

— Les citoyens du Club républicain de Poissy, 725 fr. 85 c.

— Les citoyens Félix Malteste et comp., imprimeurs, et les ouvriers de leurs ateliers ont fait l'offrande patriotique de 177 fr.

— Les membres du clergé de Saint-Roch ont fait don à la patrie de 250 fr.

— Le 22^e bataillon de la garde nationale mobile a fait son offrande à la patrie de 245 fr. 40 c.

— Reçu des citoyens travailleurs à la cathédrale de Paris la somme de 1,039 fr. 65 c.

— L'ancienne compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon de la 9^e légion a versé sa masse en caisse, s'élevant à 160 fr.

— Les citoyens généraux membres du comité de l'artillerie, les officiers et employés militaires et civils attachés au dépôt central de cette arme, ont versé 806 fr. 45 c., une journée de solde.

— Les ouvriers du citoyen Thomas, peintre de l'administration du chemin de fer de Rouen à Paris, 106 fr.

Versé à la mairie du 3^e arrondissement.

Les ouvriers de l'imprimerie Vinchon, 264 fr. 50 c.

Les employés de la caisse d'épargne, 590 fr.

Les employés de la maison Bouleau, Pethoson, Du-

neau et comp., 150 fr.

Versé à la mairie du 5^e arrondissement.

Les ouvriers de G. Schlatter, 80 fr.

Les ouvriers de A. Millet, 78, rue des Marais, 150 fr.

Les employés de l'entrepôt des douanes, 250 fr. 80 c.

Les employés de la Douane, 284 fr. 85 c.

Versé à la mairie du 7^e arrondissement.

La 7^e compagnie du 2^e bataillon de la 7^e légion, 175 fr., produit d'une collecte dans la compagnie.

Le tambour-major, les 4 tambours-maitres, les 64 tambours de la 7^e légion et le garçon de bureau de l'état-major, 78 fr. 50 c., une journée de solde.

Les employés du Mont-de-Piété, 1,270 fr. 70 c., une journée de travail.

Les employés de l'administration des Archives nationales, 215 fr. 80 c., une journée de leurs appointements.

La 2^e compagnie du 2^e bataillon de la 7^e légion, 100 fr.

Versements du 9 avril.

| | |
|--------------|-----------------|
| Caisse n° 1. | 5,453 fr. 40 c. |
| Caisse n° 2. | 4,704 50 |

| |
|------------------|
| 10,157 fr. 90 c. |
|------------------|

| | |
|------------------------|-----------|
| Versements antérieurs. | 68,850 45 |
|------------------------|-----------|

| | |
|--------|------------------|
| Total. | 79,008 fr. 35 c. |
|--------|------------------|

Versements du 10 avril.

| | |
|--------------|-----------|
| Caisse n° 1. | 52,997 90 |
| Caisse n° 2. | 7,015 50 |

| |
|------------------|
| 60,015 fr. 40 c. |
|------------------|

| | |
|------------------------|-----------|
| Versements antérieurs. | 79,008 35 |
|------------------------|-----------|

| | |
|--------|-------------------|
| Total. | 139,021 fr. 75 c. |
|--------|-------------------|

Versements du 11 avril.

| | |
|--------------|-----------|
| Caisse n° 1. | 10,153 85 |
| Caisse n° 2. | 10,591 15 |

| |
|----------|
| 20,525 » |
|----------|

| | |
|------------------------|------------|
| Versements antérieurs. | 139,021 75 |
|------------------------|------------|

| | |
|--------|-------------------|
| Total. | 159,546 fr. 75 c. |
|--------|-------------------|

Matières d'or et d'argent.

10 avril.

Quête faite au faubourg Saint-Antoine par mesdemoiselles Fossé, Briende, Cerceuil, Belangé, Leroy, Carré, Chéron, Plié, Petit, Chambri, Moreau, Pigot, Terravillant, Méry, Topino, Frédéric, Maillet, Grolet, Lefèvre, Cossouls, et ayant produit 1,250 fr. 15 c.

Or, 1 objet: 1 pièce d'or autrichienne, pesant 3 grammes 1/2.

11 avril.

Leclerc, 5 bis, rue Ménilmontant. Or, 1 objet: 1 montre.

Terrier, 27, rue du Chemin-Vert. Argent, 8 objets: 4 couverts.

Maubec, 16, rue Saint-Louis. Argent, 27 objets: 27 jetons de vaccine.

C... Argent, 4 objets: 2 couverts.

Galis, 45, rue Saint-Paul. Argent, 22 objets: 6 couverts et 10 cuillers à café.

Louvrier, 45, rue Saint-Paul. Argent, 2 objets: 1 couvert.

Geneviève Prouare, 46, rue Saint-Antoine. Argent, 2 objets: 1 couvert.

Richard fils, 17, rue de la Planche. Argent, 2 objets: 1 couvert.

Toudouze, 5, rue de Savoie. Or, 1 objet: 1 chaîne de montre.

Linzler, 5, rue de l'Ancienne-Comédie. Argent, 2 objets: 1 cafetière, 1 étiquette à liqueur.

Loppé, 6, rue d'Enfer. Argent, 1 objet: 1 montre.

Lequeux, 27, rue Cassette. Argent, 51 objets: 51 jetons.

Collin, curé de Saint-Sulpice. Argent, 12 objets: 6 couverts.

Un sergent d'artillerie de la garde nationale de Lille. Or, 5 objets: 1 bague, 1 objet, 1 clef de montre.

Ernest Lamirande. Or, 2 objets: 2 boutons.

Jaudet, curé de Saint-Etienne-du-Mont. Argent, 12 objets: 6 couverts.

La citoyenne Lami, avenue du cimetière Montmartre. Or, 5 objets: 1 boîte de montre, 1 clef, 1 cœur, 1 croix, 1 aigle brisé. Argent, 9 objets: 1 chaîne, 2 boîtes de montre, 6 cuillers à café.

Anonyme. Argent, 22 objets: 10 cuillers, 12 fourchettes.

Marmontel, 27, rue d'Enghien. Argent, 4 objets: 2 couverts.

Maurin, directeur des Postes à Saint-Romans (Drôme). Argent, 2 objets: 1 couvert.

Bavoret, 15, rue Saint-Etienne-Bonne-Nouvelle. Argent, 1 objet: 1 montre.

Les ouvriers boulangers du 12^e arrondissement ont remis au préfet de police une somme de 442 fr. provenant d'une collecte faite entre eux en faveur du Gouvernement républicain.

— Encore une preuve nouvelle de la sympathie de notre brave armée d'Afrique pour les courageux combattants de février.

Produit d'une souscription ouverte dans les corns en garnison à Tenez en faveur des blessés des 22, 23 et 24 février 1848.

| | |
|---|---------|
| Commandant de place. | fr. 5 » |
| 8 ^e régiment d'artillerie, 5 ^e compagnie. | 7 » |
| Génie militaire de Tenez. | 17 90 |
| Officiers de santé de l'hôpital militaire. | 51 » |
| Id. des subsistances militaires. | 29 » |
| Détachement de la 1 ^{re} compagnie d'ouvriers constructeurs. | 8 95 |
| 4 ^e chasseurs d'Afrique, 2 ^e escadron. | 22 65 |
| Bureau arabe de Tenez. | 15 » |
| Bataillon d'ouvriers d'administration, 3 ^e compagnie. | 16 55 |
| Sous-intendant militaire. | 10 » |
| Administration des hôpitaux. | 21 15 |
| 2 ^e bataillon du 55 ^e régiment de ligne. | 105 50 |
| 5 ^e escadron du train des équipages, 3 ^e compagnie. | 54 25 |
| 6 ^e compagnie de discipline. | 29 40 |
| 7 ^e — — — — — | 18 75 |
| 8 ^e — — — — — | 40 50 |
| Atelier du boulet. | 14 » |
| M. Barat, notaire à Tenez. | 10 » |
| Total. | 460 48 |

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Considérant qu'il y a nécessité impérieuse de réduire en ce moment les charges qui pèsent sur l'Etat;

Vu la loi du 11 avril 1831 sur les pensions militaires;

Vu la loi du 4 août 1839 sur l'état-major général de l'armée;

Considérant que c'est en violation du principe d'égalité que cette dernière loi a établi une distinction entre les généraux et les officiers des autres grades;

Considérant qu'il est juste d'appliquer à tous les officiers de l'armée les dispositions de la loi précitée du 11 avril 1831;

Décète:

Art 1^{er}. La deuxième section de l'état-major général, dite de réserve, est supprimée.

Art. 2. Les officiers généraux qui en font partie sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

Art. 3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement. Paris, 11 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Pareille mesure a été adoptée pour l'armée de mer.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Sur le rapport du ministre de la justice;

Vu l'art 22 du Code pénal ainsi conçu:

« Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, avant de subir sa peine, sera attaché au carcan sur la place publique; il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure; au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation; »

Considérant que la peine de l'exposition publique dégrade la dignité humaine, flétrit à jamais le condamné et lui ôte, par le sentiment de son infamie, la possibilité de la réhabilitation;

Considérant que cette peine est empreinte d'une odieuse inégalité, en ce qu'elle touche à peine le criminel endurci, tandis qu'elle frappe d'une atteinte irréparable le condamné repentant;

Considérant enfin que le spectacle des expositions publiques éteint le sentiment de la pitié et familiarise avec la vue du crime;

Décète:

La peine de l'exposition publique est abolie.

Fait en séance du Gouvernement provisoire, le 12 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Sur la proposition du directeur des beaux-arts, le ministre de l'intérieur

Arrête:

Il sera exécuté dans l'intérieur du Panthéon une suite de peintures murales par le citoyen Paul Chenavard, et sous sa direction, conformément au projet et aux esquisses qui ont été mis sous les yeux du ministre.

Sur la demande du citoyen Chenavard, il lui est alloué pendant toute la durée des travaux une somme de 4,000 fr. par an.

Le citoyen Chenavard est autorisé à s'adjoindre les artistes qu'il jugera convenable pour la meilleure et plus prompt exécution desdits travaux.

Le maximum de la rétribution des artistes employés à ces travaux sera de 10 fr. par jour, les frais matériels étant supportés par l'Etat.

Sur la demande du citoyen Chenavard, le ministre se réserve la faculté de suspendre le travail commencé, après examen fait par une commission que le ministre nommera.

Paris, le 11 avril 1848.

LEDRU-ROLLIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

La ville de Paris s'étant engagée à équiper les officiers de la garde nationale, tous les fabricants et commerçants qui voudront concourir à la fourniture des effets d'équipement désignés ci-dessous et aux prix fixés sont invités à présenter aujourd'hui 14, de une heure à quatre heures, à l'hôtel de ville, au secrétaire général, les échantillons des effets qu'ils ont à fournir. Ces échantillons devront être conformes aux indications du dernier arrêté sur l'uniforme.

Effets à fournir.

| | |
|---|-------------|
| Schako en soie peluche, galon d'argent, avec pompon, pour capitaine. | fr. c. 6 75 |
| Schako en soie peluche, galon d'argent, avec pompon, pour lieutenant et sous-lieutenant. | 6 25 |
| Épaulettes en argent demi-fin, pour capitaine. | 16 » |
| Idem pour lieutenant. | 10 » |
| et sous-lieutenant. | 10 » |
| Hausse-col doré, conforme à l'ordonnance, avec les boutons. | 2 25 |
| Ceinturon en cuir verni avec plaque. | 5 » |
| Épaulettes de capitaine d'état-major, argent demi-fin mat. | 20 » |
| Chaque fabricant devra indiquer la quantité de chacun de ces objets qu'il pourra fournir avant le 20 de ce mois. | |
| Les échantillons adoptés par la ville seront marqués à son estampille et resteront déposés chez le fabricant pour être comparés, au besoin, aux objets délivrés par lui aux officiers en échange de bons signés du maire. | |

Ces bons seront ensuite produits par les fournisseurs à l'appui de leur mémoire, dont le montant sera payé par la caisse municipale.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 10 août. — Lecture et adoption du procès-verbal.

Le citoyen Villain, président, manifeste le plaisir qu'il a éprouvé en parcourant aujourd'hui les quartiers les plus populeux de la capitale. Il a pu se convaincre qu'on mettait en pratique les principes de la société, qui a déclaré, il y a peu de jours, qu'il n'existait plus ni propriétaire ni prolétaire : les quatre cinquièmes des maisons sont pavées, et les propriétaires ont fait remise de leurs loyers.

Le citoyen président ajoute quelques mots au sujet de la démarche qu'il a faite aujourd'hui relativement aux gardiens de Paris. Ils seront placés sous la direction du citoyen Caussidière, et dirigés par des républicains éprouvés. Le nom du citoyen Caussidière doit donner toutes les garanties possibles aux vrais démocrates. En conséquence, les citoyens sont engagés à se rendre à la préfecture de police pour se faire inscrire.

Le citoyen Forest déclare qu'en lisant les listes des candidats à la représentation publiée par le *National*, il n'a trouvé sur cinquante-cinq départements que trente et un ouvriers présentés. Le nom d'Alexandre de Girardin, ancien grand-veneur de Charles X, figure dans ces listes; ceci passe l'imagination! Alexandre de Girardin appelé à la Convention nationale! L'orateur exprime ses craintes sur la composition de l'Assemblée nationale; il engage tous les bons citoyens à veiller à leurs intérêts et à ne point se montrer insoucieux de leurs droits.

Le citoyen président répond que du jour où la Convention ne ferait pas son devoir, elle serait supprimée. Du reste, on ne doit point se préoccuper des listes du *National* ni de toute autre liste; chacun fait la sienne. En ce moment, la seule acceptable, la seule pour laquelle on devra voter, sera celle élaborée par le Comité révolutionnaire, composé des délégués de tous les clubs, des corporations, de la garde nationale, de l'armée. On la fera imprimer, s'il le faut, à trois cent mille exemplaires.

Le citoyen Fontenat est inscrit dans les ateliers nationaux. Les élections ne sont point encore terminées, et cependant les ouvriers ont reçu l'ordre de la mairie du sixième arrondissement de travailler demain; il leur sera donc impossible de se rendre aux élections.

Le citoyen président répond qu'on a employé mille moyens pour fausser les élections; mais on sait qu'en principe il n'y a de chefs que ceux qui sont nommés par tous. Il faut absolument que les citoyens travailleurs soient indemnisés pour aller voter. Il n'y aura point de liberté politique véritable tant qu'on n'aura pas adopté cette mesure.

Le citoyen Lefèvre vient déclarer que le scrutin a été ouvert à 5 heures du matin, et que par conséquent les ouvriers auraient pu venir voter s'ils l'eussent voulu.

Le citoyen président fait observer que cette mesure n'a été prise que lorsque les officiers supérieurs ont été nommés.

Le citoyen Gonon appuie le citoyen président.

Le citoyen Cavellier demande que le nommé Goupillon, ouvrier chapelier, qui a livré les quatre sergents de La Rochelle, soit chassé du sol français. Le citoyen Villain demande qu'une pétition au Gouvernement soit rédigée dans ce sens et qu'on y adjoigne le nom du frère de Thiers, qui a figuré dans l'affaire de Caron, à Béfort.

Le citoyen Aubel a entendu des sectionnaires dire qu'ils ne voteraient pas pour le citoyen Lebon; il déplore cette scission, et désirerait que pour s'assurer du vote des membres de la société, on leur distribuât des bulletins d'une forme particulière. Ceux qui n'auraient point voté dans le sens de la société seraient considérés comme démissionnaires.

Le citoyen Villain rend hommage aux sentiments qui dictent la proposition du citoyen Aubel; mais il n'en croit pas l'exécution possible. D'ailleurs, il faut espérer que les sociétaires des Droits de l'homme comprendront que l'union fait la force.

Une discussion personnelle s'engage entre le citoyen Leclerc, du club de la Montagne, et le citoyen Gonon, qui s'est porté à la candidature pour l'Assemblée nationale; une accusation sans preuves est formulée contre le citoyen Gonon par le citoyen Leclerc, qui demande un délai de vingt-quatre heures pour la production des pièces. La discussion de cet objet est ajournée à demain.

Le citoyen Marx réclame contre la mesure prise dans les entrepôts de ne plus admettre en consignment que les matières premières. Primitivement, les objets fabriqués étaient reçus; on donnait récépissé, et les petits fabricants pouvaient faire négocier ce récépissé au comptoir d'escompte. La mesure adoptée nouvellement fait au petit commerce le tort le plus grave. En conséquence, le citoyen Marx propose qu'il soit adressé une protestation au Gouvernement provisoire.

Le président fait observer que le comité est accablé de travaux et prie ceux qui ont des réclamations à faire de les formuler eux-mêmes; on les appuiera s'il y a lieu.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Clubs des départements.

Un Comité républicain s'est formé à Sivan, canton d'Olonzac.

CLUB DE L'UNION.

Nous devons constater une amélioration notable dans la tenue de ses séances. Les orateurs Calas, Boudet et Tiffes ont fait les frais de celle de dimanche. Nous regrettons de ne pouvoir donner le discours prononcé par le citoyen Viot, qui a fort longuement parlé, mais qu'animant d'ailleurs les sentiments les plus louables, nous a révélé un poète dans le citoyen Ro-

bert, cordonnier. Le citoyen Robert a chanté, à la fin de la séance, une chanson républicaine de sa composition qui a provoqué les bravos de tout l'auditoire. (*Revue de l'Hérault.*)

— Il y a eu hier soir à Rouen quelque désordre dans le club de la rue du Petit-Salut. Ce club est assez coutumier du fait pour que l'autorité avertisse à son égard. Il faut que le bureau soit constitué de manière à garantir l'ordre ou que la salle soit fermée. (*Journal de Rouen.*)

Déclaration de principes du comité central des électeurs républicains du département du Nord.

Les membres du comité central des électeurs du département du Nord, considérant combien il importe qu'il n'existe aucun équivoque sur les principes qui les dirigent, ont pensé qu'ils devaient faire une courte exposition de ces principes.

1° Le comité central veut une république démocratique, unitaire, avec un pouvoir législatif composé d'une seule chambre, produit d'une élection universelle et directe; un pouvoir exécutif émanant de l'Assemblée législative, responsable et temporaire.

2° Il reconnaît l'indispensable nécessité de s'occuper de l'amélioration du sort des travailleurs par l'organisation du travail. Sans entrer dans de grands détails à ce sujet, il croit devoir déclarer que, dans sa pensée, cette organisation ne doit rien contenir d'hostile à aucune classe de la société, et être assise sur les bases de la justice et de la fraternité. Le comité ajoute qu'il professe le respect de la propriété comme condition essentielle au maintien de l'ordre social.

3° Le comité croit aussi que l'éducation du peuple est la base des institutions démocratiques. Il demande que l'éducation soit publique, gratuite et obligatoire pour tous.

4° Enfin, considérant que tous les comités qui se sont formés prennent le titre de républicains, qu'ils forment des listes où figurent des noms appartenant à toutes les opinions, même les plus opposées, le comité arrête qu'il ne prêtera son concours qu'aux candidats qui accepteront son exposé de principes et qui reconnaîtront publiquement que, sans refuser les votes de personne, ils n'accepteront que le patronage du comité central.

Fait à Lille, le 6 avril 1848.

Tentatives réactionnaires.

PROVINCE.

Le Havre, 11 avril. — Lundi dernier, de nombreux rassemblements d'ouvriers ont jeté le trouble et la crainte dans la population havraise. Quelques-uns agitant les esprits parmi les groupes, on en vint aux menaces et on résolut d'exiger de l'autorité locale une augmentation de salaire pour les travaux créés depuis la crise financière, afin de venir en aide aux classes laborieuses. La foule, conduite par des meneurs, prêtait la résistance, la fomentait dans des réunions convoquées à grand bruit, signifiait ses résolutions à l'autorité, et en vint enfin à un tel excès de menaces et de défi, que celle-ci, sous peine de manquer à ses premiers devoirs et à elle-même, ne pouvait pousser plus loin la mansuétude.

Le rappel fut battu, la garde nationale et la troupe de ligne prirent les armes, et se dirigèrent par compagnies sur Ingouville et Gravelle, où de nombreux rassemblements avaient fait entendre des cris de résistance et de destruction. Malgré une pluie battante, ces forces armées de l'ordre, animées par leur bon droit et l'injustice de la cause qui les appelait à la répression, furent instantanément sur pied. Moitié par persuasion, moitié par la fermeté de leur attitude, elles dissipèrent les attroupements, se saisirent des plus mutins, et firent rentrer dans l'ordre cette foule égarée, que l'arrestation de ses perfides instigateurs rendra sans doute à la raison.

Le nombre des individus arrêtés avant-hier dans les attroupements d'Ingouville et de Gravelle s'élève à une douzaine, qui ont été écroués à la prison et auront à répondre de leurs actes. Parmi eux, il en est un qui a été arrêté à la gare du chemin de fer, sur le point de partir pour Lillebonne, où il allait, dit-on, solliciter les ouvriers de se rendre au Havre.

Dans la journée, des dénonciations, appuyées sur des témoignages dignes de foi, parvinrent en même temps à la mairie et au parquet faisant peser sur le sieur Selle, candidat à l'Assemblée nationale, l'accusation d'avoir tenu, dans des groupes, des propos de nature à encourager à la désobéissance ou la rébellion envers les actes de l'autorité, proféré des menaces et commis d'autres actes prévus par la loi pénale. Un mandat d'amener fut en conséquence décerné contre sa personne, et après de longues recherches, il fut arrêté vers neuf heures du soir, comme il sortait de la maison d'un ami, et trouvé muni d'un pistolet à balles forcées et d'un couteau ou poignard. Conduit à la maison d'arrêt, il a été immédiatement écroué.

Ce matin, une partie des ouvriers de la ville, au nombre de plus de deux cents, se sont portés sur les terrains de Leurre et de Floride, où sont situés les travaux de terrassement dont la ville a pris l'entreprise. Ils y vauquent en paix, et rien n'annonce qu'ils auront besoin de la protection qu'en tout état de cause l'autorité leur a promise : loin de là, et nous aimons à penser que cet exemple et le résultat fructueux d'un travail libre ne tarderont pas à y attirer les autres, revenus à la raison.

— On lit dans l'*Industriel* de Reims du 10 avril :

« La journée a été signalée à Reims par de déplorable événements. Depuis l'ouverture des ateliers communaux, une agitation sourde a constamment été entretenue par quelques hommes qui n'avaient pu jusqu'à présent, malgré leurs efforts, entraîner à un mouvement la masse des travailleurs de ces ateliers, animés d'un esprit d'ordre parfait. Depuis quelques jours, des proclamations manuscrites, contenant des appels à la révolte, avaient été mystérieusement distribuées dans les chantiers. Depuis quelque temps, des propos menaçants étaient journellement tenus jusque dans les rues, en pleine place publique, et faisaient présager une issue fâcheuse à tous ces symptômes d'une irritation factice, que rien d'ailleurs ne justifie ou n'explique dans les circonstances présentes et dans la situation faite aux travailleurs des ateliers communaux. Nous avons nous-mêmes entendu des individus, auxquels nous ne voulons pas faire l'honneur de donner

le titre d'ouvriers, dire « que leur pioche et leur pelle leur serviraient à toute autre chose qu'à faire de la terrasse. »

« Pour donner suite à ces menaces, ce matin, de très-bonne heure, les ouvriers du chantier de Fléchambault, en grand nombre, ont quitté le travail et sont venus en corps chercher ceux des autres chantiers. Ces derniers ont d'abord résisté aux instances qui leur étaient faites pour les déterminer à abandonner le travail; puis bientôt ils ont eu la faiblesse d'y céder. Vers quatre heures, une députation de travailleurs des ateliers communaux est venue à la mairie demander que la diminution de salaire annoncée pour le 17 avril ne fût point opérée. Les membres de l'administration répondirent à la députation en lui faisant comprendre que la pénurie financière de la ville ne permettait point de faire droit à cette réclamation. La députation se retira.

« Vers six heures, un groupe considérable, dans lequel, comme toujours, les curieux formaient l'immense majorité, stationnait sur le chantier entre la porte Mars et la porte Cérès. L'autorité avait été avertie que des malintentionnés avaient résolu de s'armer avec les bèches et les pioches du chantier, et la compagnie de pompiers avait été dirigée sur ce point pour empêcher l'enlèvement de ces outils. Bientôt une grêle de pierre fut lancée sur les pompiers et sur les gardes nationaux. Plusieurs d'entre eux furent atteints et dangereusement blessés. Une barricade avait été formée par les révoltés. La barricade fut enlevée, et bientôt la force publique eut dispersé les perturbateurs. Plusieurs d'entre eux ont été blessés; quelques-uns ont été arrêtés : M. Cerbelaud est du nombre; on l'a saisi au moment où il lançait une pierre sur un officier ou sur un sous-officier de dragons. On disait ce soir qu'un des pompiers était mort des blessures qu'il avait reçues à la tête. Cette nouvelle était heureusement fautive.

« Dans cette circonstance, comme dans toutes celles où l'ordre a été momentanément troublé à Reims, nous devons le dire, les perturbateurs étaient en bien petit nombre; les curieux et les oisifs seuls leur prêtaient de la force.

« P. S. Ce soir, le plus grand calme règne dans la ville. »

Faits divers.

Le Gouvernement provisoire va, dit-on, s'établir au palais des Tuileries. Les invalides civils seront installés au château de Meudon.

— Un journal annonce que le citoyen Pierre Leroux vient d'être nommé commissaire général dans la Haute-Vienne à la place du citoyen Maurat-Ballange, démissionnaire.

— On écrit de Bruxelles à un journal du soir que quatre des ex-ministres de Louis-Philippe sont entrés dans cette ville. Ce sont MM. Cunin-Gridaine, Dumon, Hébert et Jayr.

— On lit dans le *Patriote de Narbonne* du 7 avril : « Un individu se disant ouvrier, arrivé depuis deux ou trois jours dans notre ville, avait, par ses déclamations furieuses, éveillé les soupçons de la police. Abusant même de la bienveillance de nos concitoyens, il était parvenu à obtenir la parole dans un de nos clubs; mais elle lui fut presque immédiatement enlevée par une réprobation générale. Il a été arrêté. Des perquisitions faites à son domicile ne peuvent laisser de doutes sur ses moyens d'existence et ses antécédents. Les soupçons de la police ont été pleinement justifiés. »

— La grande revue de la garde nationale, qui devait avoir lieu dimanche 16 avril, a été ajournée au jeudi 20 avril.

D'ici à cette époque, il sera donné des armes aux citoyens non armés.

— On assure que M. le général Duvivier, commandant de la garde nationale mobile, sera prochainement nommé ministre de la guerre en remplacement de M. Arago, qui n'en aurait accepté le portefeuille que provisoirement.

On affirme également que M. Garnier-Pagès doit être remplacé au ministère des finances avant la réunion de la Constituante.

— On cite plusieurs noms de banquiers qui seraient appelés à le remplacer.

On parle, pour le portefeuille de la marine et des colonies, du capitaine de marine Lafond de Lurey, connu par un ouvrage populaire de voyages maritimes et commerciaux. (*Presse.*)

— Les citoyens admis à faire partie des première et deuxième batteries d'artillerie de la garde nationale de la Seine ont été réunis ce matin à l'état-major de la garde nationale. L'objet de cette réunion était de donner connaissance aux artilleurs du règlement arrêté par la commission qui a été chargée de préparer l'organisation du corps et de recevoir leur adhésion.

Ce règlement, rédigé par MM. Michel, capitaine d'artillerie, et Maillard, a été accueilli avec une satisfaction unanime par les citoyens présents. Les artilleurs des autres arrondissements vont être successivement convoqués.

La légion se composera de 1,669 citoyens, répartis dans douze batteries. Le parc d'artillerie sera situé dans le couvent du Temple. Chaque batterie est composée de 4 pièces.

Les artilleurs vont avoir à élire un colonel, un lieutenant-colonel, 6 chefs d'escadron, commandant chacun deux batteries, 12 capitaines en premier, 12 capitaines en second, 12 lieutenants en premier, 12 lieutenants en second, et un nombre relatif de majors, capitaines adjutants-majors et capitaines d'état-major, et un porte-drapeau, enfin un nombre proportionné de sous-officiers et de brigadiers. En dehors de ce personnel, il y aura 24 canonniers par pièce.

Les exercices auront lieu pendant la garde, deux heures y seront employées : une le matin, l'autre le soir.

— Le cours du citoyen E. Legouvé aura lieu samedi à trois heures.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CHAIGNÉ.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.